

Communiqué

A l'issue de sa session ordinaire tenue le 26 mars 2019, après discussion sur les développements politiques en cours, le Bureau politique déclare :

Des dizaines de millions d'Algériennes et d'Algériens, au compte de l'écrasante majorité du peuple, sont mobilisés depuis le 22 février dernier dans un processus révolutionnaire avec comme exigence centrale, le départ du système, de tous ses symboles, de ses partis et ses pratiques pour que s'exprime librement la souveraineté du peuple confisquée depuis 1962.

Tel était le contenu du rejet du 5^{ème} mandat et de la prolongation du 4^{ème}.

L'écrasante majorité du peuple a donné un contenu démocratique, économique et social au changement de système et de régime en place auquel elle aspire.

Du point de vue de la démocratie cela signifie soit la démission ou le départ du président de la république à la fin de son mandat. Cela signifie le départ de toutes les institutions au service de ce système à commencer par le parlement et le gouvernement afin que le peuple exerce sa pleine souveraineté.

La déclaration du chef d'Etat-major diffusée hier à partir d'Ouargla apparait comme dirigée contre la volonté de l'écrasante majorité du peuple de chasser un système corrompu et décomposé et disposer d'elle-même. C'est une immixtion dangereuse du militaire dans le politique.

En effet, l'application de l'article 102 implique le maintien du gouvernement actuel et les deux chambres du parlement dont l'écrasante majorité du peuple réclame le départ car non légitimes. Elle vise donc le sauvetage du système et sa continuité. Et l'application de l'article 102 est porteuse de tous les risques pour la nation, pour sa

souveraineté et son intégrité ouvrant la voie aux ingérences étrangères tant rejetées par les millions de manifestants. Ce qui confirme que toute période de transition constitue un réel danger pour le pays. Par conséquent, une éventuelle constitutionnalisation de ce qui s'apparente à un coup de force, constituerait une dérive sans précédent qui menacerait les fondements mêmes de l'Etat et la sécurité nationale, une menace contre la paix recouvrée.

Pour le parti des travailleurs, la seule issue positive, à même de préserver la nation du chaos réside dans le respect de la volonté de la majorité du peuple d'exercer sa pleine souveraineté, définir elle-même la nature du régime à mettre en place et donc la forme et le contenu des institutions dont elle a besoin pour la satisfaction de toutes ses aspirations démocratiques, économiques, sociales, et culturelles.

Pour le PT, c'est là la voie du salut, et c'est pourquoi, il appelle à la convocation de l'assemblée constituante nationale souveraine.

Le Parti des travailleurs qui a toujours combattu depuis sa fondation en 1990 le système en place pour l'avènement de la démocratie, se range inconditionnellement du côté de la majorité du peuple qui exige le départ du système et du régime dans leur totalité, ne saurait participer à une opération de replâtrage et donc de sauvetage du système. Il ne cautionnera pas le contournement, voire la confiscation de la volonté de l'écrasante majorité du peuple.

C'est pourquoi, le bureau politique du parti des travailleurs a décidé hier mardi 26 mars, la démission du groupe parlementaire du parti de l'APN.

Le Bureau politique
Alger, le 27 mars 2019